



Déclaration liminaire CGT DiSI Nord CSAL FS du 09/12/2025

Après le renversement du gouvernement Bayrou qui voulait amputer le budget 2026 de 44 milliards, Emmanuel Macron, toujours en plein déni démocratique, avait nommé un de ses fidèles Premier ministre et imposé, de nouveau, un exécutif illégitime.

La dette sert de prétexte pour geler des dépenses de l'État. Son augmentation n'est pas due à une hausse excessive des dépenses depuis huit ans mais plutôt à un assèchement organisé des recettes, par les largesses accordées aux entreprises (211 milliards d'euros d'aides publiques versées sans contrôle en 2023 selon la commission d'enquête du Sénat) et les cadeaux fiscaux octroyés aux plus fortunés qui ont conduit à ce que le patrimoine des 500 familles les plus riches de France soit multiplié par plus de 15 depuis 30 ans (80 milliards en 1993 et 1228 aujourd'hui) et représente 42 % du PIB du pays contre 6 % en 1993.

Macron, Bayrou, Lecornu et consorts ont clairement désigné leurs ennemis : les services publics et leurs agents, les salariés en général, les retraités et les personnes les plus modestes en particulier.

La liste de ce « musée des horreurs » n'est malheureusement pas exhaustive... Alors même que les services publics sont en souffrance car sous-financés. Pour toutes ces raisons, la CGT a appelé, avec la FSU et SOLIDAIRES, à une nouvelle journée de grève et de manifestation le 2 décembre. Après les trois premières journées de mobilisation, plus de 2 millions de personnes ont défilé pour revendiquer des hausses de salaires, la défense de nos services publics, une fiscalité juste et efficace, à rebours du budget envisagé par le Premier ministre Lecornu.

La CGT exige un autre budget qui réponde aux urgences sociales et environnementales, rétablisse la justice fiscale en mettant en œuvre la Taxe Zucman de 2 % sur les patrimoines supérieurs à 100 millions d'euros, dégage des moyens pour nos services publics et abroge la réforme des retraites.

À la DGFIP, la situation évolue de mal en pis. Au sujet de la protection sociale complémentaire, nous dénonçons la mise en place du contrat avec Alan, « néo-assureur » (terme d'initié indiquant qu'il chasse sur des marchés sans en respecter toutes les contraintes contrairement aux mutuelles), structurellement déficitaire et donc alimenté continuellement par des levées de fonds auprès de spéculateurs internationaux à la réputation sulfureuse pour disposer de trésorerie.

Une chose est sûre : ce choix, opaque et précipité, ne s'est pas fait dans l'intérêt des agents. En effet, en écartant la possibilité du couplage entre santé et prévoyance qui aurait permis de négocier de meilleures conditions pour nos collègues en contrepartie d'un marché plus important, le ministère a délibérément choisi une « vente à la découpe » qui favorisait Alan. On peut douter qu'un opérateur spéculatif qui doit rembourser des centaines de millions d'euros à ses investisseurs soit en mesure d'offrir des prestations de qualité. Le choix d'Alan n'est pas celui d'un simple changement de prestataire mais bien celui de faire rentrer l'assurantiel financiarisé dans la protection sociale des fonctionnaires. C'est un mauvais coup contre la logique de solidarité, l'économie sociale et solidaire et la maîtrise publique de notre système de santé.

Dans notre administration, les conditions de travail se dégradent, principalement à cause des suppressions d'emplois (36662 titulaires, soit près de 30 % des effectifs depuis la création de la DGFIP en 2008). Nos dirigeants, indifférents à la souffrance des personnels dont le nombre de suicides record en 2025 est un symptôme majeur, veulent continuer la saignée : il est envisagé de supprimer 550 emplois en 2026 et 600 en

2027 et cela alors même que nos services ont subi depuis plusieurs années près de 90 % des suppressions d'emplois de toute la Fonction publique d'État. Un vrai scandale !

Il faut redonner du sens à notre travail, sortir de l'industrialisation des tâches. Et ce n'est pas une approche quasi magique de l'IA qui sera la solution, alors que là où elle est en place, les agents perdent leur temps à corriger ses erreurs et approximations. Quant aux restructurations et suppressions de services, elles sont permanentes, avec des conséquences délétères : mobilité forcée ou induite des agents, difficultés d'articulation entre vie privée et vie professionnelle, sensation d'insécurité sur la pérennité de son poste, de son service, de sa mission.

À la CGT, nous voulons enterrer définitivement toutes ces régressions, gagner l'abrogation de la réforme des retraites et obtenir les moyens nécessaires pour nos services publics, y compris la DGFIP !